Revue historique, T. CCXVIII (octobre-décembre 1957).

G. Frégault

Volume 12, numéro 1, juin 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301895ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301895ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Frégault, G. (1958). Compte rendu de [*Revue historique*, T. CCXVIII (octobre-décembre 1957).] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 12(1), 140–141. <https://doi.org/10.7202/301895ar>

Revue historique, T. CCXVIII (octobre-décembre 1957).

Cette livraison contient deux articles dont il convient, croyons-nous, de souligner l'importance.

Le regretté Jean Bérard pose la question fondamentale de la science historique : « L'homme fait-il son histoire ? » (p. 241-260). On aura compris qu'il s'agit d'une alternative dont le second terme, informulé, pourrait être : « ... ou l'histoire fait-elle l'homme ? » Et voilà tout le problème du déterminisme historique remis en discussion. Discussion dont il est impossible de sortir tant que l'on ne précise pas l'objet de l'histoire.

L'objet de l'histoire ? Là-dessus, la réponse arrive, invariable : l'homme ; à quoi il est devenu rituel d'ajouter : ou plutôt les hommes. J.-G. Renier raconte comment Pirenne l'avait un jour, lui et tout un groupe d'étudiants, amené à la définition suivante : « L'histoire est le récit des faits et gestes des hommes en tant que vivant en société ». A y bien réfléchir, il n'est pas facile de trouver mieux. Plus compliquée, quoique moins complète et certainement moins nette, voici la définition sur laquelle s'ouvrent les propos de Bérard : « ... L'histoire se présente comme l'étude de l'homme, ou plus exactement des hommes groupés en sociétés, dans un passé plus ou moins lointain, plus ou moins proche ». On saisit tout de suite la différence entre la formule rigoureuse de Pirenne : « ... des hommes en tant que vivant en société » — et la formule ondoyante de Bérard : « ... de l'homme, ou plus exactement des hommes groupés en sociétés ».

L'homme fait-il son histoire ? La question ne saurait que provoquer des réponses confuses, si l'on ne précise d'abord de quel « homme » il s'agit. Si l'on veut dire la personne, si fortement conditionnée soit-elle par la société dans laquelle elle est prise, — mais qui, douée de liberté et nantie de responsabilité, n'est pas nécessairement tenue d'y rester prise, — si l'on veut dire l'individu qui peut être et se révèle effectivement irréductible aux moyennes, alors, on ne saurait le nier : cet homme n'est pas un simple produit de l'histoire, il a pour l'essentiel plus de sens par lui-même que par la série dans laquelle il prend place.

Si, cependant, par « homme », on entend non plus la personne, mais la collectivité, — et la formule de Bérard se prête sûrement à cette interprétation, — qui ne voit immédiatement sur quel plan le problème se déplace et combien, du même coup, le champ de la liberté se rétrécit ? Il existe des facteurs historiques auxquels les collectivités, et singulièrement les collectivités de type national, ne peuvent pas se dérober. S'il en allait autrement, que de collectivités se seraient hissées au rang des nations !

Bérard vient bien près de poser ce problème capital lorsqu'il réfléchit à l'évolution des collectivités: « Dans le cadre de la vie collective, écrit-il, les formes de société et de civilisation connaissent, de leur côté, les effets de l'âge. Il peut arriver un moment où leur passé les conditionne si étroitement qu'elles paraissent inéluctablement frappées de paralysie et condamnées à périr, par l'effet de survivances périmées, d'un rituel vide, de règlements mal conçus ou même contradictoires, de structures trop compliquées »... Mais pourquoi réduire aux seuls « effets de l'âge » la base de ce raisonnement par ailleurs si propice à de riches développements? C'est que Bérard, le contexte l'indique, commet ici la méprise très commune qui consiste à sauter, comme si c'était légitime, du palier individuel au plan collectif. Concrètement, n'existe-t-il pas de vieilles collectivités qui se rangent parmi les jeunes nations? Et de jeunes collectivités que l'on dirait « inéluctablement frappées de paralysie »? Ces phénomènes ne se ramènent pas à des questions d'âge. Il arrive seulement que l'histoire n'a pas placé toutes les collectivités dans des conditions favorables à leur épanouissement.

Ce ne sont là que quelques-unes des considérations que suggère la lecture de cet important article. Il s'y trouve bien autre chose: par exemple, une excellente critique de la conception marxiste de l'histoire, ramassée en des pages très denses, rappelant, par leur qualité, celles que W. H. Walsh écrivait sur le même sujet dans *An Introduction to Philosophy of History* (New-York, 1951, p. 158-164). Toute cette étude manifeste aussi une inquiétude: celle que risque d'inspirer à un esprit passionné d'histoire vraiment générale le développement prodigieux des recherches économiques dans l'école historique française.

Autre article à lire: « L'Historien et la presse », de M. Jacques Kayser. « Pour l'établissement de la vérité historique, réfléchit l'auteur, chaque journal apporte ce qu'il enregistre: des éléments fragmentaires, dissociés, nécessairement simplifiés, rarement objectifs, d'une réalité toujours complexe. Contestable comme source unique, il est une source complémentaire de premier ordre. » L'étude relativement longue (p. 284-309) de M. Kayser montre tout l'intérêt qu'il y aurait à mettre en train des dépouillements systématiques sur le modèle de ceux qu'il décrit.

G. FRÉGAULT

Université de Montréal